

Sébastien Laurent (dir.), *Politiques du renseignement*, Pessac, PUB, 2009, 356 p.

Romain Ducoulombier

L'histoire politique du renseignement est un nouveau territoire de l'historiographie du politique. Son défrichage, avec des méthodes renouvelées, en particulier, par les travaux de Sébastien Laurent, progresse ici grâce à ce fort volume de dix-huit contributions publié sous l'égide des Presses Universitaires de Bordeaux (PUB), dans le cadre du programme de recherche « Information ouverte, information fermée » (IOIF) de l'Agence nationale de la recherche. Ces communications s'étendent du XVI^e au XX^e siècles, balayant ainsi un large spectre chronologique de l'histoire de la politisation du renseignement et de la genèse des institutions secrètes de l'État en France, en Europe et aux États-Unis.

Cette histoire politique du renseignement est d'abord rendue possible par l'ouverture d'archives inédites dont on aperçoit la richesse, en particulier pour la période la plus contemporaine. La construction de ses corpus est à l'évidence difficile, non seulement dans la confrontation au témoignage et à la mémoire d'anciens agents, voire de victimes (Guillaume Bourgeois), mais aussi par une résistance archivistique propre au secret. Il existe ainsi des archives secrètes d'organisations fermées, enfouies dans une double nasse d'obscurité – à l'instar du Komintern, placé, à l'évidence, dans une « position singulière » caractéristique des administrations du secret (Sébastien Laurent), sans qu'on puisse le réduire à ce statut. La genèse des archives du secret, de ses spécificités et de ses lacunes mériterait sans doute réflexion.

Le renseignement n'est pas un objet politiquement neutre : qu'il s'agisse de sa production ou de ses usages, il est politisé. La formation et la culture politiques des producteurs du renseignement (informateurs, cadres et agents des administrations du secret) est, de ce point de vue, d'une importance majeure. L'existence de filières et d'écoles de recrutement de cadres, de matrices d'expérience communes à une génération de producteurs de renseignement (la guerre d'Espagne, par exemple, dans le renseignement soviétique) est un des points saillants du livre. Celui-ci s'appesantit plus longuement sur les « sources » du renseignement – et de là, sur l'épineuse question de sa valeur – mais aussi sur son « traitement » politique. Que valent les dénonciations spontanées d'informateurs patriotes ou intéressés (Alexandre Rios-Bordes) ? En quoi un agenda politique étranger au renseignement lui-même impose-t-il un tri de celui-ci (Peter Jackson) ? La pénétration policière d'un milieu et l'inflation du matériau de renseignement qu'elle provoque garantissent-ils la maîtrise des menaces (Sylvie Aprile) ? La détermination de la « figure de l'ennemi » et l'emprise d'une mentalité complotiste (Édouard Husson) sur les producteurs et les agents du renseignement sont des processus-clefs de sa politisation. On est frappé, tout au long de l'ouvrage, du poids de l'anticommunisme comme fonction et comme idéologie (Olivier Forcade, Sébastien Laurent, Alexandre Rios-Bordes, François Audigier, Yannick Beaulieu) dans les politiques du secret à l'époque contemporaine. Le réel, pour autant, est-il bien le « réel renseigné » ? L'histoire politique du renseignement pose un problème historiographique majeur qui tient à

l'intentionnalité des acteurs qu'elle scrute. La capacité troublante des services de renseignement à générer des complots et à prêter aux acteurs politiques et sociaux des « intentions » nuisibles est une thématique profonde de l'histoire de l'État et de son omnipotence kafkaïenne, qui interroge la pertinence des distinctions opérées, par exemple, par le concept de totalitarisme.

Il ne saurait pourtant y avoir politique, c'est-à-dire programme d'action, sans information. C'est pourquoi l'ouvrage s'intéresse tout particulièrement aux organes secrets des organisations publiques : non seulement aux administrations du secret des États, des armées – L'Office of Naval intelligence de la Marine américaine, Alexandre Rios-Bordes –, mais aussi des partis – le Service d'Action Civique (SAC) gaulliste, François Audigier ; l'information politique du Rassemblement du Peuple Français (RPF) sous la IV^e République, Bernard Lachaise – et des organisations paramilitaires, « subversives » ou révolutionnaires – l'Organisation Armée Secrète (OAS), Olivier Dard. L'histoire du renseignement incite à une lecture « non-wébérienne » (Sébastien Laurent) des organisations, dès lors que l'existence en elle du secret les arrache à une rationalité et à une hiérarchie strictes. C'est la raison pour laquelle le « politique », dans ce qu'il a d'arbitraire et de discontinu, peut affecter la continuité de l'État et son histoire sur le long terme. Même si elle en constitue une part significative, l'histoire politique du renseignement ne peut donc se réduire à l'histoire des institutions du renseignement, ici bien documentée pour la République espagnole (Diego Navarro Bonilla), l'Italie fasciste (Yannick Beaulieu) ou la France mitterrandienne (Philippe Hayez).

Le contrôle de la diffusion du renseignement est, là encore, un enjeu majeur de l'histoire de l'information secrète : qu'il s'agisse de maîtriser les canaux de circulation de cette information – enjeu décisif des guerres de l'information pendant et après la Fronde (Véronique Larcade, Caroline Le Mao, Pierre Benoist), qui n'est pas sans rapport avec les supports sur lesquels le renseignement se matérialise (lettres, rapports, « écoutes ») –, ou d'orienter la diffusion de l'« information ouverte », qui n'est jamais étrangère à ce qu'elle dévoile du « fermé ». Elle peut aussi, plus prosaïquement, fournir un instrument de pression et de promotion politiques, dans le cadre des compétitions électorales et de pratiques plus ou moins masquées des « candidatures officielles » (Thierry Truel). Le renseignement est enfin une technique : émettre d'un poste de TSF, coder et décoder, publier ou détruire imposent de disposer de spécialistes et de réseaux qui, du fait de leurs ressources propres, ne sont pas dépourvus de pouvoir.

À l'inverse, le renseignement « renseigne » sur le programme d'action au service duquel il est mis. Simon Kitson montre ainsi que la répression de l'espionnage pro-allemand par le contre-espionnage du régime de Vichy en 1941-1942 vise d'abord à assurer à l'État vichyste, contre les initiatives individuelles, le monopole de la collaboration. Robert Belot montre, pour sa part, à travers l'expérience de la Résistance, comment la mise en place d'un dispositif de renseignement spécifique, indissociable d'enjeux de financements, peut servir une politique d'autonomie dans un jeu d'influences extrêmement complexe où des « féodaux » résistent à l'emprise d'un « centre ».

L'histoire politique du renseignement contribue à abolir l'opposition trompeuse entre la politique quotidienne et son envers secret. La possession du renseignement réintroduit du pouvoir et de la hiérarchie de manière informelle, aux dépens de la hiérarchie formelle des organisations et de l'apolitisme administratif, mais ces deux



Histoire@Politique. Politique, culture, société – Rubrique « Comptes rendus – ouvrages ».
Mis en ligne le 28 octobre 2009, www.histoire-politique.fr

hiérarchies d'accès aux ressources des organisations se superposent. Le secret demeure un instrument de la volonté de puissance, finalité de la politique.